

**Commune de Petite-île**

Administration - Secrétariat Général

**ARRETE** n° *152* /2024

**Portant fermeture du complexe sportif « Norbert Gennepy » au Centre-Ville,  
certains jours de l'année 2024 ainsi que le 1<sup>er</sup> janvier 2025**

**Le Maire de la Commune de Petite-île,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code pénal,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**Vu** l'arrêté n° 8/2018 du 11 janvier 2018 portant ouverture au public du complexe sportif dénommé « Complexe sportif de plein air Norbert Gennepy »,

**Considérant** que pour des raisons de gestion du complexe sportif « Norbert Gennepy », il y a lieu de fermer cet espace au public, certains jours fériés,

**Considérant** qu'il convient d'assurer la sécurité de tous les usagers,

**ARRETE :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le complexe sportif « Norbert Gennepy », situé sur la rue Joseph Suacot au Centre-Ville, est fermé au public, les jours suivants :

- Le 1<sup>er</sup> mai 2024
- le 14 juillet 2024
- le 20 décembre 2024
- le 25 décembre 2024
- le 1<sup>er</sup> janvier 2025

**Art. 2.** - La mise en place de la signalisation à proximité du site est assurée par le service Epanouissement Humain.

**Art. 3.** - Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux de constatation et seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Art. 4.** - Le Directeur Général des Services, Madame la Responsable des Services Techniques, Messieurs le Commandant de Brigade de Gendarmerie, le Responsable de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

PETITE-ILE, le *23 Avril 2024*

Le Maire,



*[Signature]*  
Serge Hoareau

Affiché le : .....

Mis sur le site internet de la Commune,  
Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans le délai de 2 mois, à compter de sa publication et/ou de sa notification.